

Revenus de misère, chômage massif, services publics détruits : il ya urgence !

Le 19 mars, on fait grève et on manifeste tous ensemble !

Au lendemain de la très puissante journée de manifestations et de grève du 29 janvier, l'Union syndicale Solidaires avait proposé à l'intersyndicale d'appeler rapidement à une suite de ce mouvement. Finalement, la date retenue renvoie au 19 mars. C'est tard au regard du rapport de forces exceptionnel que nous avons créé, et cela a permis au gouvernement d'essayer de reprendre la main, en tentant de casser le front unitaire des syndicats. Mais l'unité syndicale des 8 organisations syndicales est maintenue, et c'est un élément important !

Sarkozy réaffirme sa volonté de poursuivre la même politique gouvernementale, et se permet même de provoquer les salarié-e-s en leur disant que la seule voie qui vaille c'est « celle de l'effort ». Il dit cela à toutes celles et tous ceux qui vivent avec des salaires, pensions ou minima sociaux de misère, ... alors qu'une de ses premières mesures de Président fut d'augmenter son salaire de 140% ...

Quant au MEDEF, il poursuit sa lutte des classes, engrange les acquis : paquet fiscal, aides de l'Etat, défiscalisation des heures supplémentaires, financement public par dizaines de milliards, et maintenant suppression de la taxe professionnelle !

Pour nous qui avons déjà peu :

Les « annonces » du 18 février représentent **2,6 milliards**. Voilà ce qui est promis à des dizaines de millions de salarié-e-s, retraité-e-s, chômeurs/ses et jeunes en formation.

Pour eux qui ont déjà beaucoup :

De l'autre côté, pour l'infime minorité qui vit du travail de la majorité : **360 milliards aux banquiers, 32 milliards « d'aide à l'emploi » pour les patrons qui licencient, 14 milliards du paquet fiscal qui profite aux plus riches, 8 milliards de taxe professionnelle qui ne sera plus payée, 4 milliards grâce à la défiscalisation des heures supplémentaires ...**

Nous aussi, on veut des sous !

Guadeloupe, Martinique, Santé et Social, Recherche, Universités, ... mais aussi de nombreuses entreprises dans l'Industrie, les Commerces et Services, les Transports, le Nettoyage, ... les grèves se multiplient.

Une journée de grève et de manifestations, ce n'est pas suffisant pour faire reculer le patronat et le gouvernement et il ne faut pas retomber dans la répétition des grèves de 24 heures. **Avec un 19 mars plus fort encore que le 29 janvier, construisons un mouvement interprofessionnel prolongé qui rassemble !**

Gouvernement et patronat doivent prendre en compte les revendications exprimées dans la plate-forme commune des 8 organisations syndicales, plate-forme portée haut et fort par 2,5 millions de manifestant-e-s. Notre souci d'une suite forte au 29 janvier, notre refus que tout cela se termine par des réunions sans fin dans les salons du pouvoir, sont partagés par bien des équipes syndicales. Organisons-nous à la base, maintenons l'unité pour l'action ... c'est le meilleur moyen de la renforcer au niveau national.



Appel du 19 mars 2009 des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance. En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé.

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires... A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.

La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée. Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés. La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels. Elles confirment la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays.

En prolongement de leur déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- défendre l'emploi privé et public,
- lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Elles expriment leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

Elles conviennent de se réunir à nouveau le 20 mars 2009 à 8h00.

Aux revendications des salarié-e-s, patronat et gouvernement répondent « c'est la crise, on ne peut pas ! » ... Mais avant la crise, quand « on pouvait », que disaient-ils et que faisaient-ils ? La même chose.

Tous nos acquis sociaux, nous les devons aux luttes collectives.

Aujourd'hui, il faut imposer une autre répartition des richesses !

Les patrons encaissent les subventions et continuent de licencier partout où ils peuvent !

Nous avons besoin de mesures concrètes, vite !

Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel, car les salariés n'ont pas à payer la crise par le chômage alors que les entreprises accumulent les profits !

Augmentation générale des salaires de 300 €, des pensions, du SMIC et des minima sociaux à 1500 €, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes !

Des moyens supplémentaires et de nouvelles orientations pour les services publics, pour que les droits fondamentaux (santé, éducation, transport, communication, etc.) soient accessibles à toute la population !

Avec une petite partie des milliards que patrons et actionnaires nous ont pris depuis des années, il y a des solutions pour le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics !